



Les agents du CPS Strasbourg en grève !

Trop c'est trop ! Les agents du Centre Prélèvement Service de Strasbourg ont décidé collectivement de se mettre en grève aujourd'hui, le 11 juin 2020.

Leur service doit être restructuré en Centre de Contact au 1^{er} septembre. Dans ce cadre, des formations à l'assiette IR/TH/TF étaient prévues en amont de la campagne de déclaration de l'impôt sur le revenu. Celles-ci ont été annulées, crise du Covid-19 oblige. Ils sont sollicités depuis pour assurer l'accueil téléphonique du 0809 401 401 et les réponses aux e-mails, tout en assurant leur missions historiques de gestion et d'adhésions à la mensualisation ou au prélèvement à l'échéance. Tout ceci dans des conditions extrêmement dégradées, alors que la plupart des accueils physiques de la DGFIP gardaient portes closes, parfois à domicile en utilisant leur matériel personnel.

Récemment, comme beaucoup de collègues, ils se sont vu refusé l'attribution de la prime « Covid » malgré leurs efforts.

À ce jour, ils ignorent si les formations prévues seront reprogrammées avant la mise en place du Centre de Contact. En l'absence de ces formations, ils redoutent des conditions de travail toujours plus dégradées à la mise en place du CdC.

La part fonctionnelle de la prime pour restructuration de leur service étant liée au bénéfice de ses formations, ils souhaitent avoir la garantie que celles-ci ne seront pas remises en cause.

De plus, les collègues subissent une pression autoritaire de leur hiérarchie difficile à supporter et qui s'est accrue depuis la crise du Covid.

Ils ont donc décidé la grève ce jeudi 11 juin, date de fin de dépôt des télédéclarations.

Ils revendiquent :

- l'attribution de la prime Covid de 1 000 € ;
- la reprise des formations selon les modules précédemment définis avant la mise en place du CdC ;
- la garantie de l'attribution de prime de restructuration telle qu'elle était prévue ;
- l'arrêt d'un management autoritaire uniquement basé sur la pression des objectifs.

Les organisations syndicales CGT, Solidaires et FO du Bas-Rhin ont relayé leurs revendications auprès de la direction régionale et sollicité une audience dans les meilleurs délais.